



N°12 | Année 2019

Normes, déviances et nouvelles technologies : entre régulation, protection et contrôle

Compte rendu

Marc Weitzmann, *Un temps pour haïr*

Paris, Grasset, 2018, 512 p.

Nedjib Sidi Moussa

Texte intégral

Après l'empire. De la haine, des Juifs et des Algériens en France

Dans son dernier essai, Marc Weitzmann explore les ressorts de la haine qui s'est manifestée durant la récente vague d'attentats islamistes en France. Doté d'un riche matériau, le journaliste et romancier réfute certains discours savants sur le phénomène djihadiste, souligne la persistance de l'antisémitisme et met en lumière l'importance de la question algérienne.

À propos de Marc Weitzmann, *Un temps pour haïr*, Paris, Grasset, 2018, 512 p.

Une série de cinq reportages sur la montée de l'antisémitisme intitulée « [France's Toxic Hate](#) » et publiée entre juillet et septembre 2014 dans *Tablet*, le magazine en ligne juif édité à New York, a servi de base à ce livre dont une version en langue anglaise a paru cette année chez Houghton Mifflin Harcourt sous le titre *Hate: The Rising Tide of Anti-Semitism in France (and What it means for us)*.

Encouragé par son ami, l'écrivain Philip Roth, qui avait vu dans ses articles un ouvrage potentiel (p. 506), le projet initial que Marc Weitzmann pensait achever en quelques mois fut cependant perturbé par les attaques contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Casher en janvier 2015. L'auteur termina son manuscrit, d'abord écrit en anglais, avec l'arrivée au pouvoir de Donald Trump, à la fin de l'année 2016, avant d'entamer la rédaction de la version française.

C'est donc à la lumière des circonstances de son élaboration qu'il faut comprendre *Un temps pour haïr* qui ambitionne, en trois parties et quinze chapitres, de résoudre une énigme française : pourquoi ce pays, qui a été l'une des cibles privilégiées du terrorisme islamiste en 2015-2016, est-il aussi celui qui paraît avoir échappé à l'avènement électoral du populisme ?

Le visage le plus saillant de la haine antimoderne globale

La première partie de l'ouvrage nous plonge dans l'univers mental de djihadistes amateurs de jeux vidéo tels que [Call of Duty](#) ou [Assassin's Creed](#) et de jeunes convertis à l'islam obsédés par les Juifs ou les mangas, à travers des témoignages recueillis au cours de l'hiver 2014-2015 *via* le Centre de prévention des dérives sectaires liées à l'islam ([CPDSI](#)) créé à Lille par l'anthropologue Dounia Bouzar ainsi que par l'intermédiaire de la psychologue Amélie Boukhobza (p. 42).

Marc Weitzmann questionne la thèse défendue par le politologue Olivier Roy selon lequel « on assiste à une islamisation de la radicalité plutôt qu'à une radicalisation de l'islam » (p. 46) – en proposant de remettre en cause une « laïcité totalitaire » (p. 50) – afin de rendre compte de ces tendances pathologiques à l'heure du triomphe de la globalisation et de la « modernité païenne » :

« L'islamisme violent ne serait, pour Olivier Roy, que l'une des réactions à cette « inculturation » en passe de ravager la planète. En rendre « l'islam » responsable n'aurait pas plus de sens que d'accuser la chrétienté tout entière pour la tuerie commise en 2011 en Norvège par le suprémaciste blanc Anders Breivik au nom des croisades. » (p. 49)

Après avoir retracé le parcours du professeur à l'[European University Institute](#) de Florence – en établissant un parallèle entre son « expérience initiatrice » en Afghanistan d'Olivier Roy (p. 52) et celle des Français convertis à l'islam –, l'auteur fait part de ses réserves quant aux présupposés théoriques sous-tendant l'action du CPDSI selon lequel :

« Non seulement ce qui se passait n'avait rien à voir avec l'islam, mais, apparemment, l'islam "authentique" représentait une solution contre des dérives sectaires. Dounia Bouzar était alors l'interlocutrice privilégiée du gouvernement en matière de "radicalisation". » (p. 53)

L'écrivain souligne la part conséquente des individus « issus de familles de culture musulmane » (p. 58) parmi les départs pour le djihad ou chez les terroristes passant à l'acte sur le territoire français, par contraste avec la faiblesse du nombre de convertis parmi ces groupes. Si Marc Weitzmann se démarque des discours tendant à rendre responsables de la terreur les musulmans dans leur ensemble (p. 59), il ne souscrit pas pour autant à la réponse apportée par Olivier Roy et Dounia Bouzar :

« La conclusion fatale à laquelle conduit ce raisonnement – conclusion à laquelle Emmanuel Macron paraît vouloir se rendre –, c'est qu'une promotion des versions modérées des religions, combinée à une politique de la ville intelligente et à un soutien psychologique fort, suffirait à résoudre la question. » (p. 69)

Car le propos interroge une problématique plus inquiétante encore que l'islamisme car ce courant ne serait que le « visage le plus saillant » d'une « haine antimoderne globale » dont la société française a fait – ou continue de faire – l'expérience (p. 71).

L'héritage d'une narration impériale paradoxale

Pour ce faire, Marc Weitzmann opère un double retour sur l'histoire : la sienne propre et celle du passé impérial de la France. Il rappelle avoir débuté le journalisme en 1980 avec [Sans Frontière](#), un périodique qui se voulait le porte-voix de l'immigration, dont l'équipe « se composait pour l'essentiel de militants marxistes maghrébins » (p. 147) – tels que Khali Hamoud ou [Saïd Bouziri](#), deux vétérans du Mouvement des travailleurs arabes – et qui couvrait la [Marche pour l'égalité](#) et contre le racisme en 1983.

De cette période évoquée sans nostalgie (invisibilité des immigrés, brutalités policières, crimes racistes, etc.), l'auteur en retient « un désir d'intégration » chez les jeunes des deux sexes :

« La religion, pour eux, n’existait virtuellement pas ; les filles voulaient travailler ; tous voulaient consommer : Olivier Roy dirait qu’ils étaient “acculturés” et ce serait parfaitement exact. Pour le formuler autrement, ils étaient prêts à trahir. » (p. 148)

Cette disposition à rompre avec les schémas traditionnalistes de leurs parents mais aussi avec ceux de certains militants de gauche – gênés aux entournures face à l’envie d’entrer de plain-pied dans la société de consommation – se heurtait pourtant aux paradoxes de la politique d’immigration mise en œuvre à la suite de la dislocation de l’empire français qui coïncidait avec l’accession de l’Algérie à son indépendance, vingt ans plus tôt.

Car, c’était bien dans ce territoire d’Afrique du Nord conquis en 1830 aux dépens d’un empire ottoman en déclin que l’auteur situe « le laboratoire impérial français » (p. 150) qui envoyait des sujets plutôt que des citoyens se faire exploiter dans la métropole coloniale à partir de la Première Guerre mondiale selon une mécanique qui irait jusqu’aux indépendances. L’aveuglement de la France devant le sort de cette « population fantôme » – longtemps rivée à son statut personnel musulman – serait même fondateur. On peut sur ce point renvoyer à l’historien [Patrick Weil](#) :

« Jamais ailleurs qu’en Algérie, le régime républicain n’avait poussé aussi loin la confusion entre les mots du droit et les choses du vécu et vidé de leur contenu les termes mêmes de nationalité et d’égalité. »

Marc Weitzmann esquisse une généalogie de l’ethno-différentialisme qui nous mène de l’aristocrate Alexis de Tocqueville – qui prônait la création de « deux législations très distinctes en Afrique parce qu’il s’y trouve deux sociétés très séparées » (p. 150) – au saint-simonien Thomas-Ismaïl Urbain pour qui « le progrès ne pourra pas avoir les mêmes formes et les mêmes aspects pour l’Arabe que pour le Français, pour le musulman que pour le chrétien » (p. 170). Cette volonté de discriminer politiquement les autochtones s’accordait avec la volonté de défendre les intérêts des colons et se

matérialisa au plan juridique avec la cour d'appel d'Alger qui statua, en 1903, que le terme « musulman » n'avait plus un sens strictement confessionnel :

« Il désigne au contraire l'ensemble des individus d'origine musulmane qui, n'ayant point été admis au droit de cité, ont nécessairement conservé leur statut personnel musulman, sans qu'il y ait lieu de distinguer s'ils appartiennent ou non au culte mahométan. » (p. 174)

Contrairement aux pamphlétaires xénophobes comme Éric Zemmour ou Renaud Camus qui voient dans le [décret de 1976](#) sur le regroupement familial « le début de la catastrophe » (p. 179), Marc Weitzmann estime que cette inflexion en matière de politique migratoire constituait plutôt une occasion manquée puisque l'avènement d'une « immigration autonome véritable » aurait été contrarié par la volonté de ne pas remettre en cause « les accords passés avec les États policiers du Maghreb » (p. 180).

En réponse au surgissement des enfants d'immigrés dans le débat public, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale et néanmoins « arabophile », commanda en 1985 à l'orientaliste Jacques Berque un rapport intitulé *L'immigration à l'école de la République* (p. 185). Renvoyant dos-à-dos le « cosmopolitisme à l'anglo-saxonne » et « la tradition jacobine française », le document préconisait de construire une troisième voie dans un ensemble « islamo-méditerranéen » :

« Traiter les enfants de l'immigration en contributeurs potentiels à notre identité culturelle, ce n'est ni les y fondre, ni les en dissocier en les bloquant sur leurs traits distinctifs. Les assumer, ce n'est faire éclater ni l'école, ni la culture française. C'est adopter un radicalisme à l'échelle des transformations du monde présent. »

Cette orientation qui, pour son promoteur, « plongeait naturellement ses racines dans l'islam » (p. 187) correspondrait aux vues de Thomas-Ismaïl Urbain mais aussi à celles de Gilles Munier, secrétaire des Amitiés franco-irakiennes, association au sein de laquelle siégeaient Jean-Pierre Chevènement et Jacques Berque au milieu des années 1980.

L'auteur rappelle que Gilles Munier avait été – à partir de 1967 – le « correspondant permanent à Alger » de *La Nation européenne* (p. 185), organe du mouvement Jeune Europe créé par le Belge Jean Thiriart, ancien sympathisant de l'Organisation de l'armée secrète et qui fut, selon l'historien [Nicolas Lebourg](#), un des « pionniers des contacts de l'extrême droite nationaliste européenne avec le monde arabe ». Ceci au moment où la mouvance néofasciste passait « du nationalisme impérialiste, démonétisé idéologiquement, à un combat de libération nationale », en défendant une alliance avec les régimes arabes contre l'État d'Israël.

Dans *La Nation européenne* d'octobre 1967, on trouvait un portrait élogieux du président putschiste Houari Boumediene, des entretiens réalisés à Alger avec l'écrivain anticolonialiste Georges Arnaud, des responsables algériens (Chérif Belkacem, Djamil Bendimered et Mohammed Belhadj Tayebi) et Stokely Carmichael, membre du Black Panther Party. De mars 1968 à février 1969, le mensuel qui amalgamait antisémitisme, antisionisme et anti-américanisme fut distribué en Algérie par la Société nationale d'édition et de diffusion. Malek Bennabi, « principal doctrinaire de l'intégrisme de l'Algérie indépendante » selon le sociologue [Saïd Bouamama](#), y publia un article en juin 1968. Son texte, aussi anticomuniste que judéophobe, faisait écho aux « événements » de France et se terminait de la sorte :

« la pensée juive est en marche dans le monde en épousant partout les formes qui lui permettent de violer les jeunes consciences. (...) Au septième protocole des Sages de Sion ces équivoques ont été prévues justement pour faire glisser les peuples dans l'absurde. »

Si Marc Weitzmann se hasarde à évaluer le pourcentage des « musulmans en France [qui] font passer leur foi avant les lois de la République » (p. 196) – en s'appuyant sur l'étude des sociologues [Anne Muxel et Olivier Galland](#), critiqués par [Olivier Roy](#) –, il est en revanche plus convaincant en pointant la propension de certains intellectuels (de gauche) à voir dans cette minorité parmi la minorité l'élément le plus représentatif des musulmans, par opposition aux « modérés » jugés pas assez « authentiques ».

La focalisation sur ce « groupe dysfonctionnel minoritaire » (p. 197) s'inscrirait donc « dans l'héritage d'une narration impériale paradoxale, née pendant la Restauration en réaction à la crise des Lumières. Cette narration vit dans les tendances réactionnaires de l'islam une alternative utopique aux vénéneuses fleurs du mal engendrées par la Révolution, par la fin de l'aristocratie "légitime" et par la révolution industrielle. » (p. 198)

Il s'agit là de la thèse centrale – et non moins séduisante – à laquelle est parvenu l'auteur qui se demande si cette narration n'a pas contribué à faire de la France le pays occidental qui a, d'une part, fourni le plus de djihadistes dans les années 2010-2015 et qui a, d'autre part, connu autant de victimes du terrorisme dans la dernière période (p. 199).

Les narrations de la terreur algérienne

La seconde partie de l'ouvrage ambitionne d'explorer « les pulsions plus profondes » autorisant la haine à se faire jour.

L'auteur retrace ainsi le parcours d'Alain de Benoist, « l'un des penseurs les plus respectés du courant antilibéral français » (p. 251), passé de la défense de l'Algérie française à l'espoir placé dans le « réveil de l'islam » tel qu'exprimé au printemps 1985 dans un éditorial d'[*Éléments*](#), la revue de la Nouvelle Droite, dans lequel il saluait la position de l'ancien président Ahmed Ben Bella en faveur du retour « au pays » de l'immigration algérienne :

« Le ferment qui bouillonne aujourd'hui dans le monde arabe annonce sans doute ce qui sera le fait majeur de cette fin de siècle : la revendication des identités populaires collectives contre les systèmes dominants qui les détruisent. »

La promotion d'un « autre tiers-mondisme », résolument arabophile et islamophile se retrouvait dans le même périodique, dès l'hiver 1983-1984 : l'historien Pierre Vial y voyait d'un bon œil la nouvelle « vague intégriste » comprise comme « le ressort

spirituel et mental grâce auquel des peuples du Tiers monde affirment une identité à laquelle ils ont droit ».

Cette orientation devait susciter l'intérêt d'Alexandre Douguine qui rencontra en 1989 Alain de Benoist avant de lancer *Elementy*, la revue-sœur d'*Éléments*. Au cours de son voyage en Europe occidentale, le jeune Russe alla aussi à la rencontre de Claudio Mutti – néofasciste italien converti à l'islam sous le nom d'Omar Amine (p. 256) – et de Jean Thiriart. L'idée d'une « alliance rouge-brun » – fédérant identitaires, tiers-mondistes et ex-soviétiques – allait avoir un écho grandissant en Europe, tout particulièrement chez des « intellectuels français dépourvus de mystique héroïque autant que de connaissances scientifiques » (p. 259).

C'est sans doute pourquoi on retrouvait le polémiste [Alain Soral](#) – une des figures de cette mouvance qui avait préfacé [La Quatrième théorie politique](#) d'Alexandre Douguine – lors de la manifestation du 26 janvier 2014 à Paris baptisée Dies Irae – Jour de colère, appelée par « une nébuleuse d'organisations disparates » comme le soulignait le sociologue [Pierre Birnbaum](#), et au cours de laquelle furent criés des slogans antisémites tels que « Juif ! La France n'est pas à toi ! » (p. 266).

Dans ce contexte marqué par la Manif pour tous, on trouvait aussi le « musulman patriote » Camel Bechikh, fondateur de l'association Fils de France – proche d'Alain Soral et de l'imam Tareq Oubrou –, tandis que Dieudonné M'Bala M'Bala, particulièrement populaire en banlieue, invitait ses partisans à rejoindre l'événement, tout en prenant soin de réfuter son caractère « anti-islam » afin de faciliter la convergence.

Marc Weitzmann fait remonter cette jonction à 2004, quand Alain Soral, qui officiait alors « plus ou moins clairement comme conseiller [Front national] sur les questions sociales et les cités », entra en contact avec l'humoriste connu pour son [engagement contre le FN](#) dans les années 1990 :

« En dépit de son ADN raciste, l'idée traînait au FN, dans l'aile "ibérale" du Parti, qu'il y avait peut-être une carte à jouer au sein de "l'électorat musulman", parmi ceux de la population nés et élevés en France susceptibles de se sentir menacés par les vagues d'immigrés plus récentes. Le conservatisme religieux supposé de ce même électorat en matière de mœurs et de genre n'était pas non plus sans potentiel. » (p. 279-280)

Cette expérimentation, qui se heurta toutefois à des résistances internes, notamment en raison de « l'antisémitisme pathologique de Soral » et de divergences au sujet d'Israël – le polémiste, l'humoriste et Yahia Gouasmi, un Algérien chiite « considéré par les renseignements français comme un agent de liaison iranien » (p. 275), lancèrent par conséquent leur propre Liste antisioniste aux élections européennes de 2009, grâce à des [subsides iraniens](#) – illustra les fractures qui traversent l'extrême droite française au sujet de l'islam¹.

Cette convergence des haines teintée de confusionnisme eut des répercussions en Algérie où des [intellectuels francophones](#) permirent à ce courant de l'extrême droite française d'y reprendre pied, un demi-siècle après l'indépendance. Faut-il établir un lien avec la controverse franco-algérienne suscitée en 1987 par le procès de Klaus Barbie – défendu par Jacques Vergès, ancien avocat du Front de libération nationale (FLN) –, à l'occasion duquel Hocine Aït Ahmed et Mohammed Harbi, anciens dirigeants exilés du FLN, s'élevèrent contre la [tentation négationniste](#) qu'exprimaient une partie des hommes de lettres algériens dans les journaux contrôlés par l'État ?

Si Marc Weitzmann consacre le chapitre le plus important de son livre (73 pages), et sans doute le plus stimulant, aux relations entre les deux sociétés, il attire cependant l'attention du lecteur sur une autre séquence, celle de la guerre civile des années 1990 :

¹ Gilles Frigoli et Gilles Ivaldi, « L'extrême droite et l'islam : fractures idéologiques et stratégies électorales », [Hommes & Migrations](#), 2017/1, n° 1316, p. 27-34.

« L'onde de choc de cette *décennie noire* en France fut considérable, non seulement dans les faits – l'implantation des réseaux islamistes en France, la vague d'attentats de l'été 1995 – mais aussi dans le débat public, par la narration qui en fut faite, et qui, aujourd'hui encore, contribue à obscurcir la vision de la situation française. » (p. 293)

On ne peut que souscrire à cette analyse qui s'écarte des discours manichéens ayant relayé dans les médias français la propagande du gouvernement algérien ou celle des islamistes, dans un contexte marqué au plan national par [l'affaire du foulard](#) de Creil et au niveau international par la [fatwa](#) condamnant à mort Salman Rushdie en 1989².

En revanche, il convient de se montrer plus réservé quand l'auteur réduit le combat pour la démocratie dans l'Algérie à une opposition schématique entre « arabisants et islamistes » d'un côté et militants « issus de la Kabylie » de l'autre (p. 297). C'est faire peu de cas des luttes menées dans les autres régions du pays même si le Printemps berbère de 1980 constitua sans nul doute « la première manifestation de masse pour les libertés »³.

De la même manière, il est difficile de parler, pour l'année 1981, de « commissaires politiques garants de l'orthodoxie révolutionnaire socialiste algérienne » (p. 322), dans la mesure où la doctrine socialiste officiellement en vigueur fut « spécifique » comme l'indique l'auteur au sujet du Baas. En effet, elle était « non marxiste, non matérialiste, et surtout, non internationaliste, non cosmopolite, et non athée » (p. 191). Il ne s'agissait pas là d'une particularité propre au monde arabe puisque l'on retrouve un phénomène similaire dans [l'Afrique décolonisée](#), même si, dans le cas qui nous intéresse, il s'agissait de préserver la « [personnalité algérienne](#) » en mobilisant le référentiel arabo-islamique. Pour leur part, les marxistes algériens conséquents, condamnés à la clandestinité ou à l'exil au début des années 1980, dénoncèrent le rôle

² Kenan Malik, [From Fatwa to Jihad](#). *How the World Changed: The Satanic Verses to Charlie Hebdo*, London, Atlantic Books, 2017.

³ Arezki Metref, « Le Printemps berbère, vingt-cinq après », [Le Monde](#) 27 avril 2005.

néfastes des islamistes – désignés sous l'appellation générique de « [Frères musulmans](#) » – qu'ils qualifiaient à l'occasion de « [vermine fasciste](#) » dans le journal francophone *Et-Thaoura*.

Mais l'essentiel de l'argumentation réside ailleurs. En effet, Marc Weitzmann met en doute la fameuse thèse dite du « qui tue qui », qui fit florès dans des segments significatifs de l'opinion française intéressée par la question algérienne :

« Selon cette explication, les vrais auteurs de la campagne d'attentats de 1995 en France ne furent pas les islamistes, mais le gouvernement algérien lui-même. La main des militaires se cacherait aussi derrière la plupart des atrocités commises en Algérie à la même période. (...) Manipulant les islamistes à leur profit, (...) ils fomentèrent eux-mêmes les tueries pour terroriser la population civile en Algérie et ainsi museler toute opposition. » (p. 328)

Cette théorie s'associait, dans la plupart des cas, à la défense de la légitimité démocratique du Front islamique du salut (FIS) – vainqueur du premier tour des élections législatives de 1991 interrompues par l'armée – et de la promotion des initiatives auxquelles ses dirigeants participèrent aux côtés d'autres partis, à l'instar de la rencontre de [Sant'Egidio](#) en 1995 à laquelle fit référence [Olivier Roy](#) dans un entretien au cours duquel il déclara que « le FIS ne peut être accusé des massacres commis par l'armée et le [Groupe islamique armé] ».

Les prolongements les plus caricaturaux de cette narration trouvèrent, selon Marc Weitzmann, une « conclusion naturelle » au lendemain de la tuerie de l'école Ozar Hatorah de Toulouse perpétrée par Mohammed Merah, le 19 mars 2012, cinquante ans après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en Algérie, une congruence soulignée tant par le politiste [Gilles Kepel](#) que par la psychanalyste [Karima Lazali](#) :

« À gauche, priorité allait à la lutte contre "l'islamophobie". Les "premières victimes" de ce qui venait de se produire étaient non les morts, ni leurs familles, mais "les musulmans". » (p. 418)

Une enquête plus poussée permettrait de comprendre par quels procédés les tenants du « qui tue qui » en France, qualifiés de « réconciliateurs » – par opposition aux « éradicateurs », plus enclins à dénoncer les crimes des islamistes que les forfaitures du régime militaro-policié – sont devenus, lors des controverses sur l’islam des années 2000, les bien mal baptisés « islamo-gauchistes » – par opposition aux tout aussi mal nommés « intégristes républicains » –, à mesure que l’on refoulait les horreurs de la guerre civile algérienne.

Car les premières oubliées dans ces joutes féroces qui clivent le champ intellectuel sont toujours les victimes civiles – algériennes ou françaises, juives ou musulmanes, apatrides ou athées – prises en étau entre de fausses alternatives, comme le rappelait une certaine [Chafia](#), à l’hiver 1998, dans la revue *Oiseau-tempête* :

« lorsque les médias français réduisent, depuis des années, l’Algérie à cette autre guerre plus récente, ignorant délibérément le refus d’un peuple de soutenir l’un ou l’autre camp, niant les résistances sociales contre les plans d’une bourgeoisie insolente aujourd’hui et plus pressée aussi d’en découdre avec les “gueux”, on peut se demander s’il ne s’agit pas d’une épuration d’une mémoire coupable. »

Depuis la séquence ouverte par le surgissement populaire en Algérie, en février de cette année, les membres du collectif Vérité et Justice ont souligné, dans une déclaration publiée par le quotidien [El Watan](#), que « les violations massives des droits humains ont été perpétrées aussi bien par les groupes islamistes armés que par les forces armées du régime ». Ce rappel devrait interdire, du moins *a posteriori*, de se faire l’avocat de l’un des deux camps, au nom de la démocratie représentative ou de la stabilité de l’État dans l’Algérie post-française.

De la même manière, dans la « [France post-algérienne](#) » – pour reprendre l’expression de l’historien Todd Shepard –, les partisans sincères de l’émancipation individuelle et collective ne peuvent se résoudre à accepter les stratégies essentialistes des partisans d’un antiracisme ethno-différentialiste – obnubilé par la culture, la « race » ou la

religion –, pas plus que les discours prétendument universalistes qui nieraient la réalité des discriminations – en matière d’emploi, de logement ou de loisir – subies par des pans entiers de la population laborieuse, en raison de leurs origines, réelles ou supposées.

Sortir de la « folie identitaire »

Au cours d’un entretien portant sur l’histoire coloniale de la France, essentiellement relue à travers le cas algérien et paru dans [Le Figaro](#) en novembre dernier, Marc Weitzmann affirmait :

« la folie identitaire touche tout le spectre politique aujourd'hui. De l'extrême gauche à l'extrême droite, de Houria Bouteldja à Éric Zemmour, chacun se veut "fier " de ce dont il vient, comme s'il avait eu le choix. »

Les deux militants identitaires convoqués par l’auteur ont été élevés dans des familles originaires d’Algérie, une coïncidence qui tendrait à rappeler la centralité refoulée de la question algérienne dans la France contemporaine, ainsi que l’y invite *Un temps pour hair* – ou encore les réactions causées par la liesse consécutive à la victoire de l’équipe algérienne de football à la coupe d’Afrique des nations cet été –, sans pour autant la réduire au « [moment colonial](#) ». Et ceci, pour la simple et bonne raison que la principale communauté d’étrangers établie en France demeure celle des Algériens, sans même prendre en considération leurs descendants (re)devenus français⁴.

Or, la « folie identitaire » dénoncée par Marc Weitzmann n’est pas propre à la France. Loin de là. Elle s’est notamment développée dans les campus nord-américains⁵. Mais « nous avons ici les ennuis de l’Amérique sans en avoir la force », comme l’écrivait, à la fin de l’année 1985, [Guy Debord](#) à [Mezioud Ouldamer](#), auteur algérien d’un essai post-situationniste au titre évocateur : *Le Cauchemar immigré dans la décomposition de la France*.

⁴ Emmanuel Blanchard, *Histoire de l’immigration algérienne en France*, Paris, La Découverte, 2018.

⁵ Rick Fantasia « La gauche cannibale, un syndrome universitaire », [Le Monde diplomatique](#), août 2019.

Pourtant, afin de sortir de cette « folie identitaire » et des clivages imposés par le champ politico-médiatique, il convient sans doute de chercher outre-Atlantique des ressources s'inscrivant dans une perspective matérialiste et universaliste⁶, en redécouvrant au passage les contributions importantes de [Maxime Rodinson](#) ou [Sadik Jalal al-Azm](#), pour mieux éclairer les débats à mener dans une période caractérisée par la remise en cause globale du capitalisme néo-libéral.

Pour citer cet article

Référence électronique

Nedjib Sidi Moussa, "Un temps pour hair", Sciences et actions sociales [en ligne], N°12 | année 2019, mis en ligne le date 17 décembre 2019, URL : <http://www.sas-revue.org/n-conception/69-n-12/compte-rendu/176-marc-weitzmann-un-temps-pour-hair>

Auteur

Nedjib Sidi Moussa

Docteur en sciences politiques

ndsm82@hotmail.fr

Droits d'auteur

© Sciences et actions sociales

Toute reproduction interdite sans autorisation explicite de la rédaction/Any replication is submitted to the authorization of the editors

⁶ Comme [Walter Benn Michaels](#), [Aldoph Reed Jr.](#) ou [Vivek Chibber](#).